

505 L17 185 / 15

4945

(1945-46)

X

Constitution des services d'occupation en Allemagne

Avis Général P 17 m n° 1	4. 6.45	(annulé)
Avis général D 51 N°1	27.10.45	
Avis gal P 17 n n° 1	20. 5.46	

Constitution des services d'occupation en Allemagne

AVIS GÉNÉRAL

P 17 n*

N° 1

P

Le présent tirage annule et remplace l'Avis Général P 17 m n° 1 du 4 juin 1945.

Paris, le 20 mai 1946

DISTRIBUTION		
P 1		
EX	MT	VB
1 à 4	1-2	1
11 à 14	11 à 19	10 à 14
18	21 à 25	31-32
21	29	41-43
31	31 - 32	51-52-57
42	41-42-49	61-64
91 à 93	55-56	71-75
	62-64-65	86 à 88
	91 à 93	91 - 92
	94	

Rectificatifs

SITUATION ADMINISTRATIVE

DES AGENTS DU SERVICE D'OCCUPATION

(Détachements d'Occupation en Allemagne et en Autriche).

article 1 ♦ Admission.

Les agents et auxiliaires de la S.N.C.F. volontaires pour le Service d'Occupation adressent une demande écrite par la voie hiérarchique à leur Chef d'Arrondissement; seules les candidatures émanant d'agents majeurs peuvent être retenues.

Les femmes-agents peuvent être admises à faire partie du Service d'Occupation si elles sont susceptibles d'occuper des postes de dactylographes, de sténographes, d'infirmières et, le cas échéant, d'agents de bureaux; les femmes mariées, non séparées de corps, doivent obtenir l'autorisation maritale.

Les agents volontaires, dont la candidature est retenue, sont, le moment venu, mutés au Service d'Occupation avec leur grade.

Ils subissent, avant le départ, une visite médicale qui peut être suivie à leur arrivée au détachement d'occupation d'une contre-visite.

article 2 ♦ Situation administrative.

Ils bénéficient, sous réserve des dispositions indiquées ci-après, pour eux et leur famille de tous les avantages dont ils bénéficieraient s'ils étaient demeurés en service en France.

Ils restent soumis aux dispositions de la Convention Collective du Personnel du cadre permanent; il est précisé que le déplacement par mesure disciplinaire prévu au Chap. X article 51 de cette Convention peut s'entendre, le cas échéant, du renvoi en France.

article 3 ♦ Rémunération.

Ils reçoivent le traitement, la prime de fin d'année, l'indemnité de résidence, les allocations familiales et les différents accessoires de traitement (prime moyenne de production, de gestion, de traction) qu'ils recevraient s'ils étaient demeurés en France dans leur résidence d'emploi.

article 4 ♦ Habillement. Logement. Nourriture.

Ils sont habillés, logés et nourris dans les mêmes conditions que le personnel temporaire du Gouvernement Militaire Français de la zone d'occupation.

♦ * Le titre n du n° 17 du plan P sera précisé à l'occasion d'un prochain rectificatif à l'Instruction Générale EX-MT-VB 3 a (Annexe 1).

article 5 ♦ Indemnités spéciales au Service d'occupation.

Lorsqu'ils sont effectivement en service hors du territoire métropolitain, ils reçoivent une indemnité spéciale dite indemnité d'occupation ainsi qu'une allocation de perte au change attribuées dans les mêmes conditions qu'au personnel temporaire du Gouvernement Militaire Français de la zone d'occupation.

Ces indemnités et allocations sont actuellement les suivantes :

a) indemnité d'occupation (1) :

- 25 % du montant brut total des éléments de rémunération comptant pour la retraite pour les agents mariés ou assimilés (2).
- 15 % du montant brut total des éléments de rémunération comptant pour la retraite pour les agents célibataires ou assimilés (3).

Les femmes agents dont le mari, agent de la S.N.C.F. ou fonctionnaire d'une autre Administration fait également partie du Personnel du Gouvernement Militaire, n'ont pas droit à cette indemnité.

b) allocation de perte au change (1) :

- 30 % du montant des émoluments globaux (4) pour les agents mariés ou assimilés (2).
- 10 % du montant des émoluments globaux (4) pour les agents célibataires ou assimilés (3).

article 6 ♦ Indemnité de connaissance de langue.

Les agents occupés dans des emplois où ils ont à utiliser leurs connaissances en allemand ou en anglais reçoivent une allocation spéciale (de 250 à 800 f par mois).

article 7 ♦ Congés.

Ils bénéficient, en sus du congé annuel prévu par la Convention Collective, de six jours de congé non compris la durée des voyages jusqu'à la frontière. Au cas où les nécessités du service viendraient à l'exiger, le congé n'est accordé qu'à l'expiration de l'année d'engagement. Les intéressés voyagent gratuitement en chemin de fer.

Les parcours effectués en Allemagne et en Autriche sont considérés comme voyages en service.

article 8 ♦ Reconduction de l'engagement.

L'engagement d'un an auquel souscrit l'agent volontaire pour le service d'occupation n'est reconduit pour une nouvelle durée d'un an que si l'intéressé en fait la demande écrite et si cette demande est acceptée par le Chef du Détachement d'Occupation intéressé. Les agents et les Régions auxquelles ils appartiennent sont avisés de la reconduction ou de la non reconduction du contrat.

article 9 ♦ Candidatures des auxiliaires.

Les auxiliaires ayant au moins un an de service continu et dont la candidature au service d'Occupation est retenue sont admis au cadre permanent dans l'emploi correspondant aux fonctions remplies comme auxiliaires, si, par ailleurs, ils remplissent les conditions d'âge et d'aptitude physique et professionnelle prévues par le Règlement du Personnel.

article 10 ♦ Agents retraités.

Les agents retraités peuvent être admis à faire partie du Service d'Occupation. Pendant toute la durée de leur service, le paiement de leur pension de retraite est suspendu. Ils bénéficient des mêmes avantages que ceux indiqués ci-dessus pour les agents en activité et reçoivent les rémunérations correspondant aux fonctions qu'ils assurent effectivement, leur rémunération nette ne pouvant être supérieure à celle d'un agent de même grade en activité. Les emplois occupés par les agents retraités peuvent être de même importance ou d'importance différente de ceux qu'ils occupaient en activité.

Le Directeur Général,

LEMAIRE.

♦ (1) Ces indemnités et allocations sont actuellement payables en marks non transférables en francs.

♦ (2) Agents bénéficiant du taux normal de l'indemnité de résidence ou qui en bénéficieraient si leur rémunération comptant pour la retraite était inférieure à 150.000 fr. par an.

♦ (3) Agents bénéficiant du taux réduit de l'indemnité de résidence ou qui en bénéficieraient si leur rémunération comptant pour la retraite était inférieure à 150.000 fr. par an.

♦ (4) Traitement net, indemnité de résidence, indemnité d'occupation, allocation familiale, prime nette de fin d'année.

AVIS GÉNÉRAL

D 51

N° 1

D

DISTRIBUTION

SR

Rectificatifs

**DÉTACHEMENTS D'OCCUPATION EN ALLEMAGNE
ET EN AUTRICHE**

La S.N.C.F. a mis respectivement à la disposition de chacun des Gouvernements Militaires de la zone française d'occupation en Allemagne et en Autriche un détachement d'occupation qui est chargé de contrôler le fonctionnement des Chemins de fer de chacune de ces deux zones.

article 1 Fonctionnement des Détachements d'occupation.

Chaque détachement d'occupation relève directement et reçoit des ordres :

- de la Direction des Travaux Publics et des Transports du Gouvernement Militaire de la zone française d'occupation en Allemagne pour le détachement d'occupation allemand,
- de la Direction des Travaux Publics et des Communications du Gouvernement Militaire de la zone française d'occupation en Autriche pour le détachement d'occupation autrichien.

Chacun de ces détachements d'occupation fonctionne vis-à-vis de la S.N.C.F. comme une administration étrangère des Chemins de fer, sauf en ce qui concerne certaines questions pour lesquelles il reçoit directement des instructions du Service Central du Personnel et du Service de la Comptabilité Générale et des Finances.

Les instructions permanentes de la S.N.C.F. (Ordres Généraux, Instructions Générales, etc...) ne sont pas applicables aux détachements d'occupation à l'exception, en principe, de celles concernant l'administration du Personnel. Les instructions nouvelles à publier concernant l'administration du Personnel préciseront si elles sont applicables ou non aux détachements d'occupation.

article 2 ♦ Organisation générale des Détachements d'occupation.

a) Le détachement d'occupation en Allemagne est organisé dans ses grandes lignes comme il est indiqué ci-après :

Il se compose d'une chefferie, organisme central installé à Spire et de trois Présidences, organismes régionaux placés à côté des Présidences des Chemins de fer allemands de Mayence, de Sarrebruck et de Karlsruhe.

La chefferie et chacune des Présidences comprennent 4 Services :

- Exploitation (EX)
- Matériel et Traction (M.T.)
- Voie et Bâtiments (V.B.)
- Administratif et Financier (A.F.)

Les questions traitées par ces divers Services sont les mêmes que dans les Régions de la S.N.C.F., sauf, en ce qui concerne le Service Administratif et Financier qui est chargé, en particulier, de l'administration et de la comptabilité intérieure du détachement d'occupation, de la solde et de la subsistance du personnel ainsi que du contrôle financier des Chemins de fer allemands et du Service automobile.

b) Le détachement d'occupation en Autriche se compose d'une Direction et d'une Présidence installées à Innsbruck. Cette présidence comprend les mêmes Services, avec les mêmes attributions, que celles du détachement en Allemagne.

article 3 ♦ Relations entre le détachement d'occupation et la S.N.C.F.

Les Chefs des détachements d'occupation correspondent directement avec le Directeur Général, le Directeur Général adjoint et le Secrétaire Général de la S.N.C.F., ainsi qu'avec les Directeurs des Services Centraux et les Directeurs des Régions de la S.N.C.F.

Les Chefs de Service de la Chefferie du détachement d'occupation en Allemagne correspondent directement avec les Directeurs des Services Centraux et les Chefs des Services Régionaux de la S.N.C.F.

Chaque Président des détachements d'occupation est habilité à correspondre directement avec les Autorités Ferroviaires des zones limitrophes de sa Présidence. C'est ainsi que les Présidents de Sarrebruck, de Mayence et de Carlsruhe sont habilités à correspondre avec la Direction et les Services Régionaux de la Région de l'Est.

Les Chefs des détachements d'occupation correspondent directement entre eux.

article 4 ♦ Service de base.

Un Service de base, commun aux détachements d'occupation en Allemagne et en Autriche installé à Paris mais dépendant administrativement de la Chefferie du détachement d'occupation en Allemagne, assure la liaison permanente des détachements d'occupation avec la Direction Générale, les Services Centraux et les Directions Régionales de la S.N.C.F.

article 5 ♦ Acheminement du courrier.

Le courrier doit être adressé au Service de base des détachements d'occupation, 21, rue d'Alsace, à Paris, chargé de l'acheminement du courrier avec les détachements d'occupation en Allemagne et en Autriche. Il peut être acheminé par poste et dans ce cas doit être adressé respectivement :

- à M. le Chef du détachement d'occupation en Allemagne à SPIRE SP 50.248.
- à M. le Chef du détachement d'occupation en Autriche à INNSBRUCK SP 50.310.

Paris, le 27 octobre 1945.

Le Directeur Général,

J. GOURSAT.

AVIS GÉNÉRAL

P 17 m*

N° 1

DISTRIBUTION		
P 1		
EX	MT	VB
1 à 4	1-2	1
11 à 14	11 à 19	10 à 14
18	21 à 25	31-32
21	29	41-43
31	31-32	51-52-57
42	41-42-45	61-64
91 à 93	55-56	71-75
	62-64-65	86 à 88
	91 à 93	91-92
	94	

Rectificatifs

CONSTITUTION DES SERVICES D'OCCUPATION EN ALLEMAGNE

En dehors de la constitution des Sections de chemins de fer de campagne, la S.N.C.F. doit envisager également de constituer un « Service d'occupation », chargé de contrôler, diriger ou administrer une partie plus ou moins vaste de la Reichsbahn pendant la période de l'occupation où l'armée ayant cessé d'être chargée de gouverner les territoires des puissances vaincues, c'est l'Administration civile qui lui succédera.

Cette période dite « civile » se composera peut-être de deux phases successives, la première pendant laquelle les représentants des nations occupantes seront obligés encore de vivre en célibataires, la seconde pendant laquelle, la situation s'étant détendue, il sera loisible à chacun de faire venir sa famille auprès de soi.

Pour le moment, la S.N.C.F. ne se préoccupe que de la première de ces deux phases et recherche parmi les agents du cadre permanent des volontaires (1) qui accepteraient de partir faire de l'occupation à titre « civil ».

Les agents volontaires devront adresser une demande écrite par la voie hiérarchique à leur Chef d'Arrondissement. Ils devront s'engager pour un an et accepter de partir et de vivre seuls, sauf dans le cas où leur femme serait également admise à faire partie du « Service d'occupation ».

Les femmes capables de remplir les fonctions de dactylographe, sténographe, infirmière, et si cela est nécessaire, d'agent de bureau, pourront être admises à faire partie du « Service d'occupation ».

Le régime auquel seront soumis les intéressés sera le suivant :

1° — les agents volontaires dont la candidature sera retenue seront, le moment venu, mutés au « Service d'Occupation » avec leur grade actuel.

2° — Ils continueront, sous réserve des dispositions spéciales ci-après, à bénéficier pour eux et pour leur famille de tous les avantages dont ils bénéficieraient s'ils étaient demeurés en service en France.

3° — Ils seront habillés, logés et nourris gratuitement ou défrayés en conséquence.

4° — Ils recevront le traitement, la prime de fin d'année, l'indemnité de résidence, les allocations familiales et les différents accessoires du traitement (primes de production, primes de gestion, primes de traction...) qu'ils recevraient s'ils étaient demeurés en France dans leur résidence d'emploi.

◆ * Le titre m du n° 17 du plan P sera précisé à l'occasion d'un prochain rectificatif à l'Instruction Générale EX-MT-VB 3 a (Annexe 1).

◆ (1) Les agents qui ont déjà demandé à faire partie des Sections de chemins de fer de campagne peuvent demander à faire partie du « Service d'occupation ».

5° — Ils recevront une allocation spéciale dite allocation d'occupation fixée à :

- 10 % du montant brut total des éléments comptant pour la retraite, pour les agents célibataires ou assimilés (agents bénéficiant du taux réduit de l'indemnité de résidence) (1) ;
- 25 % du montant brut total des éléments comptant pour la retraite pour les agents mariés ou assimilés (agents bénéficiant du taux normal de l'indemnité de résidence) (1).

6° — Les agents dont les fonctions utiliseraient les connaissances en allemand ou en anglais recevront une allocation spéciale (de 250 f à 800 f par mois).

7° — Les agents mutés au « Service d'occupation » bénéficieront en sus du congé prévu par la réglementation en vigueur en France, de six jours de congé, non compris la durée des voyages jusqu'à la frontière. Si les nécessités du service l'exigent, ce congé pourra n'être accordé qu'à l'expiration de l'année d'engagement. Les intéressés voyageront gratuitement en chemin de fer. Les parcours effectués en Allemagne seront considérés comme voyage en service.

8° — Les conditions indiquées ci-dessus ne valent que pour l'année d'engagement ; à l'expiration de cette année, les agents qui ne désireront pas continuer à faire partie du Service d'occupation ou que le Service ne désirera pas conserver pour l'année suivante, seront remis à la disposition de leur Service en France.

9° — Les auxiliaires ayant au moins un an de services et dont la candidature au Service d'occupation serait retenue, seront admis au cadre permanent dans l'emploi correspondant aux fonctions remplies comme auxiliaires, si par ailleurs ils remplissent les conditions d'âge et d'aptitude prévues par le Règlement du Personnel.

10° — Les agents retraités de la S.N.C.F. pourront être admis à faire partie du « Service d'occupation ». Ils bénéficieront des mêmes avantages indiqués ci-dessus que les agents en activité de service. Ils recevront, compte tenu du montant de leur pension, la rémunération de l'emploi effectivement tenu, emploi qui pourra être différent de celui qu'ils avaient lorsqu'ils étaient en service.

11° — Les agents dont la candidature pour le Service d'occupation aura été retenue subiront une visite médicale avant leur départ pour l'Allemagne.

Paris, le 4 juin 1945.

Le Directeur Général,

J. GOURSAT.

◆ (1) Ou qui en bénéficieraient si leur rémunération comptant pour la retraite était inférieure à 150.000 f par an.